

Extrait du La Révolution en Charentaises

<http://larevolutionencharentaises.com/spip.php?article106>

Charge

- Le coin des avant-gardes - Anti-manuel des idées reçues -



Date de mise en ligne : dimanche 11 juin 2006

Copyright © La Révolution en Charentaises - Tous droits réservés

Durant l'enfance on ne sait même pas que l'on est une charge pour ses parents car ils nous aiment (à moins d'être élevé par les Ténardiens). Evidemment j'édulcore : tout le monde n'a pas eu le vaisseau de Captain Flam.

On doit souvent attendre l'un des premiers grands moments de la vie, les vacances, pour entendre ce mot. « Allez aider papa à charger la voiture et puis zou on part à la Grande Motte ». La charge, c'est un petit effort qui va apporter du plaisir à tous.

Un peu plus tard au lycée c'est « la bonne charge » qu'on s'est prise avec ses potes pendant le week-end, où là c'est l'inverse : la charge a été facile à prendre, c'est après que cela a été un peu plus difficile, mais ce n'est pas grave, l'important c'est toujours de l'avoir partagée.

La « charge de travail pour préparer les interros », elle, apparaît moins sympathique mais bon, c'est quand même grâce à elle qu'on s'octroie de longues pauses pour en discuter, à mater Roland Garros ou la Coupe du Monde de foot avant de passer le Bac.

Ce n'est qu'après l'entrée dans la vie active que les choses se gâtent et que ce mot prend un sens beaucoup plus négatif. C'est le temps des « charges écrasantes qui plombent notre économie ».

On veut gagner plus, alors que tant d'autres aimeraient déjà gagner quelque chose : les « charges » sont une pression financière « artificielle » pour les entreprises (tandis que la concurrence est bien entendu une pression « naturelle » !).

On oublie ainsi quelques basiques ...

Pour être intellectuellement plus honnête, au lieu de parler de charges, on devrait plutôt parler de cotisations. Les charges ne sont pas à envisager seulement en terme de coût pour le patronat, mais comme un revenu indirect pour le salarié et surtout socialisé, c'est-à-dire qu'il fait *potentiellement* (l'adverbe a évidemment son importance) l'objet d'une délibération politique démocratique. Se battre bec et ongle pour leur réduction c'est donc un peu comme se tirer une balle dans le pied : cette baisse n'est pas gratuite, on ferait mieux de parler de subvention publique du patronat [\[1\]](#). Qui plus est les effets de ces baisses n'ont jamais pu être prouvés, en dépit du volontarisme des différents instituts de recherche !

Finalement le véritable enjeu de ces baisses c'est surtout de passer d'une logique collective de salaire socialisé à une simple politique d'assistance vis à vis des salariés qui n'ont pas accès aux fruits du capitalisme patrimonial, par la détention de produits financiers.

[\[1\]](#) Par exemple les employeurs ont bénéficié en 2003, au nom de l'aide à l'emploi, de 36 exonérations diminuant leur contribution au financement de la Sécurité sociale, d'un montant de 19 milliards d'euros pour l'ensemble de la protection sociale alors que le déficit de la CNAMTS était de 10 milliards d'euros.